



Assemblée générale

Distr. générale
8 août 2022
Français
Original : anglais

Soixante-dix-septième session

Point 118 c) de l'ordre du jour provisoire*

**Élections aux sièges devenus vacants dans les organes
subsidiaires et autres élections : élection de membres
du Conseil des droits de l'homme**

Note verbale datée du 4 août 2022, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la République socialiste du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de se référer à la candidature de la République socialiste du Viet Nam au Conseil des droits de l'homme pour la période 2023-2025, dans le cadre des élections qui se tiendront à la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale.

Conformément à la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale, la Mission permanente transmet également ci-joint un récapitulatif des engagements pris par le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam, pour réaffirmer sa détermination à promouvoir et à protéger les droits humains (voir annexe).

La Mission permanente de la République socialiste du Viet Nam serait reconnaissante au Président de l'Assemblée générale de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et de son annexe comme document de l'Assemblée, au titre du point 118 c) de l'ordre du jour provisoire.

* [A/77/150](#).



**Annexe à la note verbale datée du 4 août 2022 adressée
au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente
du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Candidature du Viet Nam au Conseil des droits de l'homme
(2023-2025)**

**Engagements pris volontairement en application de la résolution 60/251
de l'Assemblée générale**

I. Introduction

1. Le Gouvernement vietnamien présente sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour la période 2023-2025, avec l'aspiration de contribuer activement, de manière responsable et efficace, à l'action mondiale menée pour promouvoir et protéger les droits humains. Le Viet Nam a reçu l'aval de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour représenter l'Association au Conseil.

Adhésion du Viet Nam aux valeurs associées aux droits humains

2. Le Viet Nam est convaincu du caractère universel des droits humains, aspiration commune et valeur partagée de l'humanité, dont les principes sont consacrés par les déclarations des Nations Unies et les instruments internationaux dans ce domaine.

3. Le Viet Nam encourage le dialogue et la coopération entre les pays et l'ensemble des parties prenantes, notamment dans le cadre des mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, en vue d'améliorer la qualité de vie de chaque personne sans exception dans le monde entier.

4. Le Viet Nam estime également que la promotion et la protection des droits humains doit être une entreprise globale intégrant tous les aspects de la question, civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et en matière de développement, et être conforme aux normes internationales généralement acceptées et aux cadres juridiques pertinents de chaque nation.

Principales réalisations dans le domaine des droits humains au Viet Nam

5. Tout au long de leur histoire millénaire d'édification et de défense de la nation, les Vietnamiennes et les Vietnamiens ont durement lutté et consenti d'énormes sacrifices pour défendre leurs droits inaliénables et leurs libertés fondamentales. Le développement du Viet Nam, en particulier depuis les réformes du Doi Moi, a toujours été axé sur les personnes, qui en sont le moteur. Notre vision, nos politiques et nos actions, centrées sur les personnes, visent toutes à atteindre l'objectif « d'un peuple prospère, d'une nation forte et d'une société juste, démocratique et moderne », permettant de mieux répondre aux besoins légitimes de la population.

6. La Constitution vietnamienne de 2013 consacre tout un chapitre, comprenant 36 articles, à l'énoncé des droits humains et des droits fondamentaux et obligations des citoyennes et citoyens. Depuis 2013, le Viet Nam a promulgué, modifié et complété plus d'une centaine de lois et ordonnances relatives aux droits humains et aux droits civiques, tels le Code pénal de 2015, le Code civil de 2015, la loi de 2015 sur le référendum, la loi de 2016 relative aux enfants, la loi de 2017 relative à l'aide juridictionnelle, la loi de 2018 sur la cybersécurité et le Code du travail de 2019.

7. Le Viet Nam a mis en œuvre des mesures concertées, en donnant la priorité aux ressources destinées au développement socioéconomique et à l'amélioration du niveau de vie de la population. Les progrès accomplis dans ce domaine et le

renforcement de l'intégration internationale du pays ont créé des conditions et des ressources permettant de mieux garantir les droits humains et les libertés fondamentales. Les Vietnamiennes et les Vietnamiens jouissent réellement de leurs droits et libertés, mieux que jamais auparavant.

8. Le Viet Nam a atteint la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement et s'emploie activement à atteindre les objectifs de développement durable. Entre 2010 et 2020, le Viet Nam a enregistré un taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut de 6 %. Au cours de la même période, le revenu par habitant a doublé¹, la proportion de ménages pauvres est passée de 14,2 % à 3,0 % et la part de la population bénéficiant d'une assurance maladie de 60,9 % à 90,7 %.

9. Les soins de santé préventifs, dispensés à tous les niveaux (national, local et niveaux intermédiaires), continuent d'être renforcés et il a été établi qu'ils contribuaient à garantir l'exercice du droit à la santé, notamment dans le cadre de la lutte contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

10. Le Gouvernement continue d'allouer 20 % du budget total de l'État à l'éducation, ce qui permet de garantir l'accès de tous les enfants concernés à l'enseignement préscolaire et primaire.

11. Tous les droits civils et politiques sont mieux garantis. Plus de 900 organismes de presse reconnus sont en activité au Viet Nam. Plus de 70 % de la population a quotidiennement accès à Internet et 90 % de ces personnes utilisent les médias sociaux à des fins éducatives ou professionnelles. La population participe et contribue à l'élaboration de documents juridiques ou de politiques, notamment à l'aide d'outils en ligne.

12. Au total, 70 000 associations opèrent au Viet Nam : des associations représentant les jeunes, les femmes, les travailleurs, les exploitants agricoles, les personnes âgées ou les personnes en situation de handicap, ou des organisations scientifiques, professionnelles ou commerciales, des associations caritatives et d'autres organisations non gouvernementales. Ces associations, qui exercent dans un environnement propice, apportent des contributions importantes dans tous les aspects de la vie sociale au Viet Nam et participent de manière constructive à l'élaboration des lois et des politiques.

13. Au Viet Nam, de multiples religions et croyances coexistent de façon harmonieuse et apportent ensemble d'importantes contributions au développement du pays. Plus de 95 % de la population vietnamienne professe une croyance ou une religion particulière et plus de 26 millions de personnes sont des fidèles d'une religion (soit près de 27 % de la population).

14. Le Viet Nam a agi rapidement face à la pandémie de COVID-19. Il a adopté une stratégie faisant intervenir l'ensemble des pouvoirs publics et pris des mesures coordonnées et efficaces pour promouvoir et protéger les droits humains, en ne laissant personne de côté. Il s'emploie notamment avant tout à garantir le droit à la santé et le droit fondamental à la vie.

15. Dans le même temps, le Viet Nam a pris des mesures visant à réduire le plus possible les effets économiques et sociaux néfastes de la pandémie, à assurer la poursuite et la relance des activités de production et des activités commerciales et à garantir l'emploi, la sécurité sociale et les conditions de vie de la population, en particulier des groupes vulnérables. En matière de sécurité sociale, un ensemble de mesures représentant environ 2,2 milliards de dollars ont été prises pour aider plus de 20 millions de personnes à conserver leurs moyens de subsistance. En ont notamment

¹ De 1 331 dollars par an en 2010 à 2 750 dollars par an en 2020.

bénéficié les personnes pauvres, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées, les personnes au chômage ou en chômage partiel et les personnes sans revenu ou dont les revenus ont baissé à cause des effets de la pandémie.

16. En 2020, le Viet Nam a affrété plus de 350 vols internationaux pour assurer le retour des expatriés vietnamiens dont le rapatriement était nécessaire à des fins de protection contre la pandémie, à commencer par les groupes vulnérables tels que les personnes âgées, les enfants et les femmes.

17. Grâce à ces mesures, le Viet Nam a réussi jusqu'à présent à endiguer la propagation de la pandémie de COVID-19. Il se trouve dans une situation de « nouvelle normalité » et connaît dans le même temps une reprise économique rapide. Il compte parmi les pays ayant enregistré le plus fort taux de croissance économique en 2020, qui a atteint 2,91 %². L'Assemblée nationale du Viet Nam a également fixé comme objectif un taux de croissance économique de 6 % pour 2021.

18. Le Viet Nam attache une grande importance au respect et à la mise en œuvre des instruments internationaux en vue de protéger et de promouvoir les droits humains dans le pays.

19. Le Viet Nam est actuellement un État partie à sept des neuf principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme³ et à 25 conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT)⁴. Un plan a été arrêté en vue d'une future ratification de la Convention de 1948 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (n° 87) de l'OIT.

20. Le Viet Nam respecte les obligations mises à sa charge par les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels il est partie, notamment celle de présenter des rapports sur leur mise en œuvre dans le pays.

Participation du Viet Nam à des initiatives internationales en faveur des droits humains

21. Attaché aux valeurs universelles associées aux droits humains, le Viet Nam participe activement à la coopération bilatérale, régionale et mondiale dans ce domaine, dans le droit fil de sa politique étrangère indépendante et autonome en faveur de la paix, de la coopération et du développement, et s'investit dans la multilatéralisation et la diversification des relations extérieures, ainsi que dans une intégration internationale dynamique et solide.

22. Au niveau bilatéral, le Viet Nam aspire à la coopération et au dialogue pour une plus grande compréhension mutuelle, afin de s'attaquer à des questions d'intérêt mutuel et de renforcer les capacités de mise en œuvre dans le domaine des droits humains.

23. Dans la région de l'Asie du Sud-Est, le Viet Nam a beaucoup contribué à développer la solidarité et la coopération entre les États membres de l'ASEAN en matière de promotion et de protection des droits humains. Son rôle a été particulièrement manifeste dans le cadre de l'élaboration de la Charte de l'ASEAN,

² D'après le Fonds monétaire international.

³ À savoir le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention relative aux droits des personnes handicapées et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Le Viet Nam est le premier pays d'Asie à avoir ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant.

⁴ Dont sept des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail.

de la mise en place de la Communauté de l'ASEAN, de l'élaboration de la Déclaration des droits de l'homme de l'ASEAN, et de la mise en place et du fonctionnement des mécanismes de l'ASEAN relatifs aux droits de l'homme⁵. L'ASEAN est fermement résolue à promouvoir et à protéger les droits humains dans la région, conformément aux normes internationales généralement acceptées, par la mise en place de cadres permettant de renforcer la coopération entre les États membres de l'ASEAN dans ce domaine, avec le concours du Viet Nam.

24. Le Viet Nam a toujours été favorable à l'Examen périodique universel et y participe consciencieusement. Il affirme avec force l'importance de l'Examen périodique universel, un mécanisme des Nations Unies efficace dans le domaine des droits humains qui facilite l'échange d'informations et le partage des expériences et favorise une plus grande compréhension mutuelle et le renforcement de la coopération fondée sur l'égalité et la transparence. Dans le cadre du troisième cycle de l'Examen périodique universel (2019), le Viet Nam a accepté 241 des 291 recommandations (83 %) et s'emploie à y donner suite en exécutant un plan directeur national. L'initiative qu'il a prise d'arrêter un tel plan directeur national s'est avérée d'une efficacité exemplaire depuis le deuxième cycle de l'Examen périodique universel.

25. Le Viet Nam coopère également activement avec d'autres mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme. Depuis 2010, le pays a reçu la visite de sept titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale du Conseil des droits de l'homme et se prépare à recevoir la visite du Rapporteur spécial sur le droit au développement dès que les circonstances le permettront.

Le Viet Nam : un partenaire responsable au Conseil des droits de l'homme

26. Le Viet Nam prend toute la mesure du rôle que le Conseil des droits de l'homme joue dans la protection et la promotion des droits humains dans le monde et des contributions que le Conseil apporte dans ce domaine.

27. Le Viet Nam a toujours pris une part active et participé de manière responsable aux travaux du Conseil, en particulier lorsqu'il y a siégé de 2014 à 2016. Il a toujours exalté et encouragé l'esprit de coopération et de dialogue. Il s'emploie sans réserve à promouvoir la compréhension mutuelle, à rapprocher les vues et à chercher des solutions efficaces et durables pour répondre aux défis relatifs aux droits humains, dans le respect de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'égalité et des intérêts mutuels.

28. Compte tenu de son expérience, de sa volonté d'agir et de sa forte détermination, le Viet Nam est convaincu qu'il est en mesure de siéger au Conseil des droits de l'homme. Il ne ménagera aucun effort pour collaborer avec les autres pays afin de renforcer l'efficacité, la transparence, l'objectivité et l'équilibre du Conseil, dans un esprit de dialogue, de coopération, d'égalité et de respect mutuel.

29. Le Viet Nam compte sur le soutien précieux des États Membres de l'Organisation des Nations Unies à l'appui de sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour la période 2023-2025.

⁵ Dont la Commission intergouvernementale des droits de l'homme de l'ASEAN, la Commission de l'ASEAN pour la protection et la promotion des droits des femmes et des enfants, le Comité pour la promotion de la femme de l'ASEAN et le Comité de l'ASEAN pour la protection et la promotion des droits des travailleurs migrants.

II. Priorités du Viet Nam au Conseil des droits de l'homme

30. Les priorités du Viet Nam au Conseil des droits de l'homme sont les suivantes :

- Adhésion aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, respect du mandat du Conseil et de ses mécanismes, mutualisation des efforts en vue d'accroître l'efficacité des travaux du Conseil
- Protection des groupes vulnérables et lutte contre la violence et la discrimination à leur égard
- Promotion de l'égalité des genres
- Protection et promotion des droits humains face aux changements climatiques, l'accent étant mis sur les effets de ces changements sur les droits des groupes vulnérables
- Droits humains à l'ère de la transformation numérique
- Le droit à la santé, en particulier dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19 et d'autres maladies transmissibles
- Le droit à un travail décent, dans le cadre de notre action commune visant à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030
- Le droit à une éducation de qualité, notamment l'éducation dans le domaine des droits humains

III. Engagements pris volontairement par le Viet Nam en tant que membre du Conseil des droits de l'homme

31. Le Viet Nam s'engage à poursuivre les efforts visant à assurer la pleine jouissance des droits humains et des libertés fondamentales dans le pays, en ne laissant personne de côté. Il contribuerait de la même manière aux initiatives mondiales visant le même objectif. Dans ce contexte, les priorités du Viet Nam sont les suivantes :

- a) Renforcer l'État de droit, procéder à des réformes juridiques afin de renforcer les bases institutionnelles, judiciaires et stratégiques relatives aux droits humains et poursuivre l'intégration dans le droit interne des dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ;
- b) Promouvoir des mesures efficaces et allouer des ressources suffisantes afin de mieux garantir tous les droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques, conformément aux normes internationales généralement acceptées ;
- c) Accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en s'efforçant en priorité de faire reculer la pauvreté multidimensionnelle, de gommer autant que possible les inégalités, de mettre fin à toute discrimination raciale, de préserver des moyens de subsistance durables pour la population, d'améliorer les conditions de vie et l'accès aux services publics et de renforcer la sécurité sociale et de la résilience sociale face aux catastrophes naturelles et aux maladies, notamment au profit des groupes vulnérables ;
- d) Développer l'éducation dans le domaine des droits humains pour sensibiliser le public et renforcer les capacités des forces de l'ordre, notamment par la pleine mise en œuvre du programme national visant à intégrer la question des droits humains dans le système éducatif national ;

e) Mettre en œuvre, pleinement et consciencieusement, les recommandations acceptées dans le cadre du troisième cycle de l'Examen périodique universel et respecter les engagements et obligations découlant des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels le Viet Nam est partie, notamment par la bonne exécution des plans d'action nationaux qui s'y rapportent ;

f) Promouvoir un véritable dialogue et une réelle coopération avec tous les pays et l'ensemble des mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme ;

g) Continuer de contribuer à la promotion du dialogue, de la coopération, de la tolérance et de la compréhension mutuelle entre les pays et les parties prenantes dans le respect de l'indépendance, de la souveraineté, de l'égalité et des avantages mutuels ;

h) Participer de manière responsable aux travaux du Conseil des droits de l'homme et promouvoir le rôle et l'efficacité du Conseil, en se souciant particulièrement des droits des groupes vulnérables et des effets des changements climatiques sur l'exercice des droits humains ;

i) Participer de manière constructive au processus d'examen du Conseil, en visant avant tout à faire évoluer la manière dont les organes subsidiaires du Conseil, y compris l'Examen périodique universel, abordent les défis relatifs aux droits humains et à en accroître l'efficacité ;

j) Apporter de nouvelles contributions concrètes à la coopération en matière de droits humains dans le cadre de l'ASEAN, notamment dans le cadre des travaux de la Commission intergouvernementale des droits de l'homme de l'ASEAN et de la mise en œuvre de la Déclaration des droits de l'homme de l'ASEAN.
